

PRENDRE SOIN

« Prenez soin de vous ! ». Cette petite invitation bienveillante est à la mode. Y compris dans le discours politique. Mais que traduit-elle, sinon un déplacement de l'attention et des frontières de l'éthique en temps d'épidémie ?

Prise entre deux feux, d'une part une fragmentation en de multiples éthiques sectorielles ou régionales, d'autre part, la recherche d'une unité de l'ensemble, d'une universalisation rendue nécessaire par la globalisation, la réflexion éthique se trouvait jusqu'alors comme en tension : reconstructivistes, procéduralistes, fonctionnalistes, cognitivistes, comportementalistes et autres éthiciens tentaient de fonder, tant bien que mal, les normes morales les plus ajustées à nos sociétés démocratiques. Les sempiternels débats entre déontologistes et téléologistes n'en finissaient pas. Les premiers privilégiaient les procédures. Les seconds les buts à atteindre. Soit. Le tout s'engageait sur fond de grandes consultations éthiques. La dernière en date, l'année dernière, à l'occasion de la révision des lois de bioéthique, avait été largement préparée par les chrétiens. Et de passer en revue toutes ces questions essentielles : la fin de vie, les interactions entre la biologie et le psychisme, le don de gamètes, l'assistance médicale à la procréation, la gestation pour autrui, le diagnostic prénatal, la recherche sur l'embryon, l'utilisation des biotechnologies, la thérapie génique, le don d'organes, l'intelligence artificielle, la constitution des big data. Au final, des lois d'inspiration libérale ont fini par renvoyer généralement les acteurs et les institutions à leurs responsabilités.

C'est dans ce contexte que l'épidémie a remis en selle l'éthique du soin (en anglais, care). Cette voix doit autant aux femmes – aides-soignantes, infirmières, sans-grades de l'assistance et du soin, confrontées quotidiennement à des actes répétitifs et harassants avec des malades ou des personnes dépendantes – qu'aux grandes consciences du XXe siècle, confrontées à l'énigme du mal après l'avènement des totalitarismes. Ainsi, la convergence inattendue de grandes cautions philosophiques – Lévinas, Ricœur pour ne citer qu'eux – et de pratiques « humanistes » ou « prudentielles » a conduit à l'élaboration et à la mise en circulation de cette « voix » différente en éthique, pour reprendre le titre du livre de Carol Gilligan.

Pourquoi le nier ? Pareille conjonction, à l'origine hautement improbable, est heureuse dans la reconstruction présente des savoirs. Elle marque les prémices d'une alliance nouvelle entre théoriciens et praticiens, entre la raison et l'expérience. L'invention de cette nouvelle éthique est en cours. Elle place la personne en son centre. Elle conduit à redire une vérité fondamentale : la vulnérabilité est constitutive de l'humain. On peut s'en désoler. On peut chercher artificiellement à s'en abstraire. L'un des paradoxes – et non des moindres – de nos sociétés hautement technologiques, habituées à la gestion de complexités, est de redécouvrir les vertus de l'attention, du respect, de la simplicité, de la bienveillance, de la délicatesse. Pour tout dire, de l'humanité nécessaire pour traiter des personnes malmenées, notamment par l'épidémie. Mais l'impasse sanitaire actuelle n'est-elle pas aussi due à des dérégulations économiques et sociétales massives ?

Dès lors, une « société de soins pour tous » n'est pas la dernière utopie à la mode. La nouveauté tient en une volonté plus large ces derniers temps de réorienter valablement nos modes de pensée, nos décisions et nos modes de vie. Certes, cette orientation pourrait devenir plus régulatrice à long terme. Elle s'adosse néanmoins déjà sur un faisceau convergent de pratiques dans la santé, le travail, l'éducation, le handicap ou l'économie (Une société de soins, Ed. de l'Atelier, 2011). Mais, pour tout dire, la « fenêtre de tir » n'est pas très large.

Après deux mois de confinement, il y aurait d'abord à écouter vraiment la plainte sociale. Des gens ont été écrasés par cette situation. Ils ne trouvent pas encore d'espaces suffisants pour exprimer leur plainte. Pour la suite, les risques de dissolution du privé n'ont jamais été aussi grands. Une grande partie de notre vie va devoir être contrôlée. Quels seront les présupposés de la « pureté » nécessaire à notre présence dans l'espace public ? L'intime est en danger d'être malmené.

En réalité, nous allons avoir besoin de reconfigurer la sphère de nos désirs, de nos sentiments, de nos échanges, de nos liens. De quoi avons-nous vraiment besoin ? Comment reconsidérer les richesses ? Comme le suggère le philosophe Fred Poché, comment fonder une parole juste, que celle-ci soit critique, dubitative, dénonciatrice ou valorisatrice, (Blessures intimes, blessures sociales, Cerf, 2008) ?

C'est un fait : la promotion de soi dans l'espace public s'est souvent engagée aux dépens d'un réel souci du sens des ensembles. Or, toute démocratie digne de ce nom doit porter une attention aux plus fragiles de la société. Ce fin travail d'analyse pourrait être complété. L'étude de la façon dont les acteurs sociaux ont agi pendant le confinement ne serait-elle pas instructive ? Le meilleur (l'entraide, la solidarité) a en effet côtoyé le pire (les violences intrafamiliales, les addictions, les trafics).

Sans vouloir trop vite « faire du passé table rase », les leçons apprises permettraient de penser les modalités d'un vrai engagement sociétal. En pesant cette fois-ci sur les bons leviers. En identifiant les véritables raisons de la déroute actuelle. Quoi qu'en disent certains, les fragilités de notre pays peuvent être transformées en force sociale. Le recours à la parole, l'acceptation de l'interdépendance peuvent ouvrir des brèches là où la violence des idées et des poings menace dans plusieurs endroits.

Ainsi, une démocratie digne de ce nom doit non seulement former des individus capables d'intérioriser la loi, mais aussi de la mettre en question, de l'interroger pour mieux délibérer collectivement. Il y a lieu de rompre avec toute forme de fatalisme et de misérabilisme social, avec une conflictualité endémique comme seul mode de régulation. On peut privilégier les relations entre la dimension social-historique et le psychisme. On peut valoriser efficacement la responsabilité personnelle et collective.

Prenons pour seul exemple le monde de l'hôpital. Il représente sans doute un microcosme de la planète. On peut y rencontrer l'émerveillement comme le dégoût. Cela peut être le lieu d'une parole juste, un sourire, un geste effectué avec douceur, une écoute attentive des patients comme des soignants. Mais cet univers est aussi marqué par des carences prolongées en matière de ressources, parfois une absence de projet d'équipe dans les unités de soins, un autoritarisme des « petits chefs », une relation difficile entre médecins et soignants, une résistance aux changements. La crise de l'épidémie a remis l'attention, le dévouement, le courage, le soin au centre. La politique sanitaire ne peut pas se limiter à un taux d'occupation, à des outils et des procédures, aussi « performantes » soient-elles.

Le philosophe Marcel Légaut disait en ce sens « Pour devenir lui-même, l'homme a besoin de ce qui n'est pas lui, de ce qui se présente à lui du dehors (...). Il lui est nécessaire de se l'approprier d'une manière personnelle (...). Cette activité doit être découverte par chacun par révélation au temps favorable que nul ne saurait commander ». L'épidémie est sans doute ce moment favorable. Pour ce qui la concerne, le care est une éthique de la confiance. Elle témoigne d'une espérance dans l'humain. Pour un chrétien, elle n'est pas sans faire penser à un tableau du graveur hollandais Bolswert (1580-1633) : on y voit un moine augustin qui lave les pieds d'un pèlerin de passage. Celui-ci n'est autre que le Christ lui-même.

Jean-François PETIT aa

Le 7 mai 2020